

Conclusion

Francis Akindès

On l'aura compris au terme de la lecture de ces contributions. Le stress politique de la société ivoirienne s'explique fondamentalement par la difficulté collective à réinventer un contrat social inclusif parce qu'il règle avec la plus grande humanité la question de la frontière entre le « nous » et le « eux ». Un contrat qui, aux plans constitutionnel et institutionnel, donne la possibilité de continuer à enrichir le « nous », et ce, en conformité avec les idéaux forts de l'hymne national, mais sans biffer le legs historique d'une certaine fabrique de la Côte d'Ivoire. Une Côte d'Ivoire profondément métisse dont la construction fut fortement influencée par la vision houphouëtiste. C'est la méthodologie et la philosophie de ce travail politique que ne semble guère avoir trouvé la classe politique. Une classe politique qui s'est plutôt enfermée dans une grammaire politique usée, largement surdéterminée par un marketing politique des identités primaires (religion, ethnie, etc.).

La politique est un jeu. Mais un jeu à haut risque si l'on ne prend pas la peine d'en définir les règles, de les faire partager et respecter par toutes les parties prenantes, ou encore si l'on ne prend guère la peine de rechercher un minimum de consensus pour en changer les termes lorsque cela s'avère nécessaire. Pour revenir sur le compromis houphouëtiste, le pragmatisme politico-économique qui le caractérise, vu sur une durée relativement courte – environ une trentaine d'années – a donné des résultats remarquables, comparés à ceux produits par des expériences concurrentes en Afrique subsaharienne. Mais, rapportés à la longue vie d'une société, au plan politique et économique, ces résultats ont fait l'objet de vives controverses. Replacés dans une perspective plus longue, les acquis de ce pragmatisme politico-économique semblent se dissiper. Comment expliquer cette marche à reculons ? Le mode de gouvernance apparaît comme étant ici un facteur déterminant. Avec le recul nécessaire, lorsque l'on revisite la trajectoire ivoirienne en privilégiant les liens entre les performances affichées à une époque et les contradictions internes du compromis houphouëtiste qui a paradoxalement permis de les produire, l'on revient à l'idée selon laquelle,

malgré tout, malgré ses incertitudes, la démocratie, faite de liberté d'expression et de débats, reste la meilleure garantie de préservation durable des acquis d'une société. Elle seule permet de les pérenniser. En cela, nous n'inventons rien en affirmant que c'est le moins mauvais des systèmes politiques, surtout lorsque l'on intègre la dimension temporelle dans l'analyse comparée des compromis générés par les différents systèmes politiques, qu'ils soient dictatoriaux, despotiques, si éclairés soient-ils. Plus qu'un ordre despotique, même éclairé, la démocratie permet de mieux capitaliser dans le temps. L'ingénierie politique des pouvoirs charismatiques faiblement constitutionnalisés survit rarement à leurs architectes. L'usure de l'âge et les incertitudes liées à leur succession compromettent presque toujours la durabilité des réalisations sociales et économiques et la stabilité relative sous haute surveillance par laquelle elles se justifient. Dans le cas de la Côte d'Ivoire, grâce à une personnalisation du pouvoir et à une ingénierie politique particulière faite de méthodes parfois contradictoires, Houphouët-Boigny est arrivé à garantir une stabilité politique et des performances économiques qui se sont révélées peu durables. Il aimait lui-même à dire : « Je préfère l'injustice au désordre », en passant sous silence le fait que l'injustice, en un temps t_1 , peut devenir la source du désordre en un temps t_2 . L'histoire politique récente de la Côte d'Ivoire le démontre.

La lutte politique s'organise aujourd'hui autour de la gestion des forces et des faiblesses de cet héritage houphouëtiste complexe. Elle oppose partisans nostalgiques du compromis houphouëtiste, et partisans d'une Côte d'Ivoire réinventée autour d'une nouvelle idée de nation plus ethnocentrée. Toutes ces contradictions se retrouvent aujourd'hui mobilisées à divers titres par les entrepreneurs politiques, à différentes échelles, dans les discours de justification des positions dans l'arène politique.

Le malaise ivoirien est certainement profond. Il est logé dans la béance de la fracture sociale qui se lit dans les banalités de la vie sociale, politique et économique. Il s'exprime à travers des symptômes que sont les crispations identitaires, la banalisation de la violence dans le corps social, l'informalisation de l'État, la récurrence d'une culture de défiance de l'autorité et des institutions, l'émergence à la marge de modèles de réussite sociale à coup de raccourcis, la culture des petits arrangements au mépris du mérite et des lois, l'approfondissement de la pauvreté sur fond de crise de confiance sociétale, ce « tiers-facteur immatériel » sans lequel, selon Alain Peyrefitte, une société ne peut se développer dans la sérénité et par accumulation positive. C'est justement de cette confiance que les individus accordent à l'État, que les individus se font à eux-mêmes et que l'État

accorde, en retour, à l'initiative individuelle que naît le développement. Les indices de transformation négative cités plus haut contredisent au quotidien cet « éthos de confiance ». Ces indices sont également des indicateurs de dégradation de la qualité de vie dans une société ivoirienne en crise d'identité et de perspectives. Ces maux ne sont que la face visible de l'iceberg. Mais dans leurs manifestations de moins en moins discrètes, ils interpellent les consciences. À ce titre, ils devraient appeler sans détour et sans passion politique un profond débat de société qui tarde à venir depuis 2000. Le conflit armé qui a éclaté montrait une fois encore que le ver est dans le fruit et qu'il faut une catharsis à la société ivoirienne. Car elle a besoin de se voir dans un miroir pour ne plus jamais vouloir être autre chose que ce que sa trajectoire historique lui ordonne d'être. Or jamais ce débat public ouvert et organisé sur ce qui mine vraiment la société ivoirienne au point de la faire basculer dans la violence n'a eu lieu. Éluder pour longtemps un tel débat ne lui permettra guère de se doter de moyens politiques et institutionnels de sortie de crise. À défaut de débat, et aidée en cela par la communauté internationale, la société ivoirienne donne l'impression de faire du sur-place. En attendant, pour se voiler la face, elle évite de mettre des mots sur les maux en puisant dans un vocabulaire onusien de la guerre. Sans transition, l'on y est passé, de la crise à la post-crise, du conflit au post-conflit, de la guerre civile à la paix. Mais sans jamais débattre des raisons pour lesquelles il y eut cette parenthèse non encore refermée de violence politique.

Depuis l'Accord politique de Ouagadougou signé le 4 mars 2007, Accord qualifié par certains de « paix des braves à l'ivoirienne », la tension militaire que les protagonistes faisaient planer a certes considérablement chuté. La sortie de crise et la promotion de la paix sont devenues la rhétorique politiquement correcte, même si, dans les camps autrefois opposés qui se sont rapprochés dans le cadre de l'Accord politique de Ouagadougou, l'esprit de cet Accord ne fait pas toujours consensus. Les manifestations sporadiques des soldats dans les villes CNO (Centre Nord Ouest)¹ qui ne font pas la même lecture de cet Accord et les récriminations de certains « Jeunes Patriotes » et de « soldats loyalistes » qui n'acceptent pas la position de seconde zone dans laquelle les place cet accord de pacification, alors qu'ils furent les forces en premières lignes de la défense de la nation menacée, montrent la fragilité du processus. La cohésion sociale, ce concept mou, est devenue très populaire. Elle justifie une multitude d'initiatives dont les finalités sont aussi faiblement lisibles les unes que les autres. Chacun lui donne le contenu qui l'arrange. Tout bouge pour que peu de choses changent vraiment.

Mais derrière cette rhétorique politiquement correcte, des signes de traumatismes traversent encore la société ivoirienne. Ils restent lisibles dans le rapport des populations à l'État, le rapport des communautés entre elles, le rapport au sein même des communautés. Au moment où nous bouclons la rédaction de cet ouvrage, la sortie de crise mobilise les acteurs politiques et la communauté internationale, lasse des multiples reports des élections. Mais des élections dans lesquelles tout le monde semble placer un espoir en tant que point cardinal du processus. Les incertitudes autour de la finalisation des opérations d'identification à haut risque politique et la question du désarmement avant ou après les élections démontrent encore que la crise est presque encore entière.

De son vivant, Félix Houphouët-Boigny aimait souvent dire : « Le vrai bonheur ne s'apprécie que lorsqu'on l'a perdu ». Depuis sa mort, désormais en l'absence du « père » qui pensait à tout et pensait tout à la place de tous, la société ivoirienne semble confrontée à la réinvention de son devenir. Face à elle-même, elle découvre la part d'incertitudes que peut comporter le défi de la réinvention de soi dans des sociétés en mal de repères et dans des nations en friche laissées par la génération des « pères de la nation ». Mais, au fur et à mesure que s'accumulent les années de sa disparition, la mémoire d'Houphouët-Boigny reste encore plus que vivace. Même Laurent Gbagbo, son adversaire hier, la convoque. C'est décidément un mort qui semble ne pas vouloir mourir. Plus la société ivoirienne se débat dans le processus de sortie de la crise, plus la mémoire de l'homme et sa gouvernance vilipendée, chahutée vers la fin des années 1980 sont parfois rappelées avec une pointe de nostalgie. Sa mémoire hante encore le devenir de la cité. Les risques encourus par la société ivoirienne depuis 2000 et les incertitudes liées à l'avenir concourent à l'idéalisation de ce que les Ivoiriens appellent affectueusement « le temps d'Houphouët-Boigny », comparé aux signaux actuels d'un État affaibli, mais pas en faillite. La nuance est de taille et elle s'impose. Un État fragilisé par le conflit armé qui se trouve chaque jour un peu plus affaibli par les logiques d'intérêts partisans et personnels inévitables. Toutes choses qui rallongent indéfiniment une transition assurée par des gouvernements dits de transition qui ne sont en fait que des gouvernements de partis, surdéterminés par le choc d'intérêts personnels et partisans, et animés en interne par des logiques politiques aux antipodes de l'action gouvernementale rationnellement coordonnée, nécessaire pour une véritable sortie de crise.

Tout se passe comme si l'architecte de la maison ivoire est parti, emportant avec lui les solutions aux problèmes auxquels se trouvent aujourd'hui confrontés les héritiers. L'on peut bien douter de ce que la

solution de la sortie de crise soit le seul passage par les urnes. Il permettra certainement de réanimer la culture électorale dans une société ivoirienne crispée. Mais il ne résoudra pas les problèmes de fond qui, en l'absence de débats cathartiques, travaillent la société ivoirienne à un carrefour important de son histoire. Elle doit choisir explicitement ce qu'elle veut devenir. Même Dieu, de plus en plus invoqué, ne pourra rien pour elle tant qu'elle n'aura pas fait ce choix du modèle de vivre-ensemble.

10 octobre 2010

Notes

1. Cette dénomination renvoie aux parties du territoire « anciennement » sous contrôle des Forces Nouvelles et séparées jusqu'en 2007 de la zone sous contrôle des forces gouvernementales par une zone dite de confiance occupée par les forces militaires d'interposition.

